

Université de Picardie Jules Verne

Licence de Science Politique

2e année - 2020-2021



TD - Approches quantitatives en sciences sociales

Chargé de TD : Tristan Haute, ATER à l'UPJV, tristan.haute@u-picardie.fr

Programme des séances de travaux dirigés

Séance 1. L'enquête par questionnaire en sciences sociales : réflexions à partir d'un cas pratique (19 et 20 octobre)

- lecture collective : Michon Sébastien (2008), « Les effets des contextes d'études sur la politisation », *Revue française de pédagogie*, n°163, p. 63-75.
- réflexions sur la construction d'un questionnaire

Séance 2. L'enquête au concret (26 et 27 octobre)

- quelques consignes pour la passation des questionnaires
- la nomenclature des PCS et son utilisation
- les portails de données d'enquêtes en science politique et en sociologie

Séance 3. La saisie de données (2 et 3 novembre)

- prise en main d'Excel/LibreOffice Calc
- consignes pour la saisie
- début de la saisie : nécessité de ramener les questionnaires passés

Séance 4. Exploiter une enquête (1) (9 et 10 novembre)

- **RENDU** des 10 questionnaires saisis au format xlsx ou csv envoyés par mail avant la séance
- manipulation de données (tri, filtres...)
- indicateurs de tendance centrale et de dispersion
- consignes précises du rendu final

Séance 5. Exploiter une enquête (2) (16 et 17 novembre)

- **RENDU** de la note de terrain
- les tris à plat et les tris croisés

Séance 6. Exploiter une enquête (3) (23 et 24 novembre)

- les triples croisements
- retours sur les notes de terrain

Séance 7. Exploiter une enquête (4) (30 novembre et 1er décembre)

- le test du Khi-Deux

Séances 8 et 9. Élaborer un rapport d'enquête (1 et 2) (7 et 8 décembre ; 14 et 15 décembre)

- finalisation des dossiers à rendre

Modes d'évaluation

La moyenne sera calculée sur la base de trois notes :

- la passation et la saisie de 10 exemplaires du questionnaire commun élaboré sur la participation politique des étudiant·e·s (passation avant la séance 3, rendu de la saisie avant la séance 4), la qualité de la saisie (conformité au masque) sera prise en compte (coef. 2) ;
- la réalisation d'une note de terrain d'une page exposant les conditions de passation du questionnaire (description des lieux d'enquête et raisons du choix, description des enquêtés et raisons du choix, problèmes rencontrés lors de la passation, questions plus ou moins problématiques, réactions des enquêtés...) (rendu avant la séance 5) (coef. 1) ; le respect des conseils de passation sera évalué ;
- la réalisation, par groupe de 2, d'un document de 6 à 10 pages, analysant les résultats de l'enquête réalisée sur la participation politique des jeunes (rendu à l'issue de la séance 9) (coef. 3). Le document comportera une introduction qui présentera l'enquête, la problématique que vous avez choisie et vos hypothèses de recherche, élaborées à partir de la littérature existante. Il comprendra ensuite un commentaire des données structuré et organisé. Les tableaux devront être mis en forme et présentés correctement. Ils devront toujours faire l'objet d'un commentaire écrit. Enfin, le document comprendra une conclusion et les références bibliographiques mobilisées.

Tous les rendus s'effectueront au format numérique (PDF, DOCX ou ODT pour les écrits, XLSX ou CSV pour les saisies) par courriel à l'adresse du chargé de TD.

Références bibliographiques

1. Quelques manuels

Bréchon Pierre (dir.) (2011), Enquêtes qualitatives, enquêtes quantitatives, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 232 p.

Chanvriil-Ligneel Flora, Le Hay Viviane (2014), Méthodes statistiques pour les sciences sociales, Paris, Ellipses, 261 p.

Martin Olivier (2005), L'enquête et ses méthodes : l'analyse des données quantitatives, Armand Colin, 126 p.

Singly (de) François (2000), L'enquête et ses méthodes : le questionnaire, Nathan, 128 p.

2. La participation politique des étudiant·e·s

Bérourd Sophie, Dupuy Camille, Kahmann Marcus, Yon Karel (2019), « Jeunes et engagements au travail. Une génération asyndicale ? », Agora Débats/Jeunes, 2019/2, n°82, p. 7-25.

Bourdieu Pierre (1984), « La jeunesse n'est qu'un mot », Questions de sociologie, Paris, Minuit, p. 143-154.

Boyadjian Julien (2020), La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socio-culturelles, INJEP, rapport d'étude, 60 p.

Galland Olivier (2017), Sociologie de la jeunesse. Paris, Armand Colin, 272 p.

Lardeux Laurent (2016), « L'engagement des jeunes : stabilité et (r)évolutions », L'école des parents, n°619, p. 79-97.

Michon Sébastien (2008), « Les effets des contextes d'études sur la politisation », Revue française de pédagogie, 2008/2, n°163, p. 63-75.

Muxel Anne (2010), Avoir 20 ans en politique. Les enfants du désenchantement, Paris, Seuil, 240 p.

Offerlé Michel, Favre Pierre (2002), « Connaissances politiques, compétence politique ? Enquête sur les performances cognitives des étudiants français », Revue française de science politique, 2002/2-3, p. 201-232.

Pleyers Geoffrey, Capitaine Brieg (2016), « Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », Agora débats/jeunesses, 2016/2, n°73, p. 49-59.

Tiberj Vincent (2009), « L'impact politique du renouvellement générationnel. Une comparaison franco-américaine », Agora Débats/Jeunesses, 2009/1, n°51, p. 125-141.

Thoury Claire (2016), « Engagements étudiants et sentiment d'intégration », OVE Infos, n°33.

Les effets des contextes d'études sur la politisation

The effects of academic contexts on politization

Los efectos de los contextos de estudios sobre la politización

Die Auswirkungen des Studiumkontextes auf die Politisierung

Sébastien Michon



Éditeur

ENS Éditions

Édition électronique

URL : <http://rfp.revues.org/987>

DOI : 10.4000/rfp.987

ISSN : 2105-2913

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2008

Pagination : 63-75

ISBN : 978-2-7342-1123-5

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Sébastien Michon, « Les effets des contextes d'études sur la politisation », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 163 | avril-juin 2008, mis en ligne le 01 juin 2012, consulté le 01 février 2017.

URL : <http://rfp.revues.org/987> ; DOI : 10.4000/rfp.987

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© tous droits réservés

Les effets des contextes d'études sur la politisation

Sébastien Michon

Si la politisation des étudiants s'explique pour partie par leur origine sociale et leur socialisation à la politique au sein de leur famille, l'action du contexte d'études ne doit pas être rejetée. Une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon de huit cent un étudiants permet d'expliquer la politisation plus élevée dans les filières de sciences humaines et sociales que de sciences et techniques par une activation et une acquisition différentielles de dispositions favorables.

Descripteurs (TEE) : étudiants, contexte d'études, socialisation politique, politisation.

INTRODUCTION

L'inégale répartition de la politisation est un constat déjà ancien de la sociologie politique. La propension à s'intéresser au fonctionnement du champ politique, à participer à la politique ou à exprimer une opinion n'est pas distribuée au hasard de la population ; elle reflète assez largement la stratification sociale des sociétés. La politisation varie en fonction du niveau de compétence politique, c'est-à-dire de la capacité à opérer une construction proprement politique du champ politique et à donner un sens aux événements en son sein (Gaxie, 1978). Ceux qui ne maîtrisent pas les schèmes politiques de classification et d'évaluation du monde politique se réfugient dans l'indifférence. Ainsi, même si tous les citoyens

sont égaux devant le droit de vote, seuls quelques-uns sont compétents en matière de politique, d'où l'expression de « cens caché » utilisée par D. Gaxie. Finalement plus qu'une égalité devant le vote, ce dernier relève des inégalités liées au niveau culturel et au milieu social d'origine. Cette compétence politique s'acquiert plus précisément dès le plus jeune âge au sein de la famille ; lieu « où se façonnent et se transmettent les valeurs et les modèles culturels entre les générations [...] à partir desquels tout citoyen va établir ses liens élémentaires au monde politique » (Muxel, 2001, p. 52). Si les enfants dont les parents sont issus des catégories supérieures ont le plus de chances de devenir politisés, la relation n'est pas univoque. Le niveau de politisation des enfants dépend certes du niveau culturel des parents, mais aussi du

degré de légitimité de la politique au sein de la famille (Lagroye, 1993). Les écarts de politisation entre des familles au profil social proche sont particulièrement importants en présence de militants (Gaxie, 1978 ; Pudal, 1989). Ceci étant, l'explication par l'origine sociale et la socialisation primaire est depuis quelques années nuancée par d'autres travaux qui valorisent l'effet des socialisations secondaires et des expériences sociales sur le rapport à la politique. Effectivement, la socialisation, « jamais totale ni terminée » (Berger & Luckmann, 1986), ne s'arrête pas avec le passage à l'âge adulte (Percheron, 1985). Les réseaux sociaux (familiaux, professionnels, amicaux, culturels, communautaires, confessionnels, associatifs, syndicaux) et les aspects conjoncturels (situations de crise, de guerre, de mobilisation) sont susceptibles d'influencer les comportements politiques (Joignant, 1997 ; Gaxie, 2002 ; Ihl, 2002).

L'étude de la politisation des étudiants, qui se situent dans un entre-deux, entre la position sociale héritée de leurs parents et leur position future, semble particulièrement adaptée pour étendre la connaissance des processus de socialisation politique, de la permanence des socialisations primaires et des liens entre socialisations primaires et secondaires, notamment l'effet du contexte d'études. Les étudiants ne sont déjà plus ce qu'ils étaient, mais ne sont pas encore ce qu'ils seront. Cette transition entre la position des parents et leur position future, c'est-à-dire entre l'adolescence et l'accès complet au statut d'adulte (Grignon & Gruel, 2002), s'apparente à une phase « d'apesanteur sociale », de « *no man's land* social » (Bourdieu, 1980), mais aussi de réflexion sur l'avenir professionnel et la place qui en découle dans la société. Les études suscitent des rêves et une certaine indétermination. Elles induisent également des changements de contextes sociaux – tels que le départ du domicile parental – et une prise d'autonomie par rapport à la famille (Cicchelli, 2001). De précédentes enquêtes sur le rapport à la politique des étudiants font état de variations de politisation au sein de l'espace des études supérieures, plus précisément suivant la filière d'études : plus importante à l'Institut d'études politiques (IEP) qu'en droit et surtout en administration économique et sociale (AES) (Le Bart & Merle, 1997) ; supérieure en droit-sciences économiques à celle en sciences humaines, langues, lettres et surtout en sciences, IUT, STAPS (Le Galès, 1995). Cependant, le constat de différenciation entre les filières ne peut pas faire l'impasse d'une étude de la dépendance des orientations scolaires avec les caractéristiques sociales et politiques héritées. Même avec la « démocratisation » de l'entrée dans le

supérieur, pour reprendre une expression commune, il est impossible de faire comme si l'origine sociale perdait toute influence, comme si les propriétés héritées étaient des variables indépendantes (Millet, 2003). Tout d'abord, l'entrée dans le supérieur, fonction de l'origine sociale, demeure réservée à une partie seulement des jeunes en âge de faire des études. L'orientation en son sein, ensuite, est inégale selon l'origine sociale, que ce soit les chances de mener des études longues ou d'accéder aux diverses filières de l'enseignement supérieur (Blöss & Erlich, 2000). Les étudiants les plus favorisés socialement suivent plus fréquemment des études longues et les cursus les plus prestigieux. Isoler le rôle de la filière d'études abrège l'explication. *De facto*, les écarts de politisation entre filières sont à étudier au prisme des propriétés sociales héritées.

Dès lors, peut-on expliquer les différences de politisation suivant le type d'études par le recrutement social des filières ? D'une part, la distribution des indicateurs de politisation selon la filière ne paraît pas indépendante de celle des catégories sociales dans l'espace de l'enseignement supérieur. D'autre part, l'hypothèse selon laquelle la politisation des parents se répartit inégalement entre les cursus d'études paraît probable, notamment au regard de l'étude de V. Tournier sur les lycéens (1997). Néanmoins, la matrice disciplinaire comme cadre de socialisation ne doit pas être minimisée, ni la nature des savoirs transmis dans la définition des formes du travail universitaire des étudiants (Millet, 2003). Tout en accordant une importance décisive au passé des acteurs, il est possible de ne pas occulter le rôle du contexte d'action : « La situation présente [...] est ce qui ouvre ou laisse fermé, réveille ou laisse à l'état de veille, mobilise ou maintient à l'état de lettre morte les habitudes incorporées par les acteurs » (Lahire, 1998, p. 62). Et c'est en pointant les limites de l'effet des variables des propriétés politiques et socioculturelles héritées, que l'on peut envisager le rôle de la matrice disciplinaire. Les filières d'études, considérées comme de véritables contextes d'action, entraînent l'activation, l'inhibition ou l'acquisition de dispositions politiques.

Cette contribution, qui laisse de côté les effets de conjoncture, du sexe et du capital scolaire, s'appuie essentiellement sur une enquête par questionnaire (reproduit en annexe, figure 1). La politisation des étudiants et de leurs parents a été principalement sondée par leurs pratiques de participation politique (intérêt politique, suivi de l'actualité). Filière d'études et éléments de position sociale des parents (professions, niveau de diplômes et de revenus) forment les

autres indicateurs ici utilisés. L'enquête, menée dans le cadre d'un doctorat (Michon, 2006), s'est déroulée à Strasbourg entre décembre 2001 et mars 2002 auprès d'un échantillon raisonné de huit cent un étudiants, établi en fonction des caractéristiques des filières (formations courtes ou longues, études plus ou moins prestigieuses, type d'études littéraires ou scientifiques, etc.) et construit à partir d'une sélection de treize filières de l'enseignement supérieur : biologie, droit, histoire, mathématiques-informatique, pharmacie, sciences économiques, sociologie, STAPS, IEP, IUT information-communication, IUT génie civil, une école d'ingénieur et une école de commerce. Procédant à un échantillonnage simple en nombre suffisant pour correspondre à la loi des grands nombres, le protocole d'enquête se fonde sur l'interrogation de plus de trente étudiants par filière et par cycle. En dehors du cas particulier des IUT et des écoles de commerce et d'ingénieur, seuls les étudiants de premier et de deuxième cycle (respectivement première/deuxième année et troisième/quatrième année) ont été retenus. Étant donné l'impossibilité d'obtenir des listes d'inscription des établissements – et donc de tirer au sort les enquêtés à partir de celles-ci – la passation des questionnaires s'est faite directement sur les lieux d'études, soit au début ou à la fin d'en-

seignements avec l'introduction d'un enseignant, soit dans les couloirs des établissements. Ces données sont complétées par d'autres plus qualitatives employées ici à titre illustratif.

Après avoir relevé le rôle de l'origine sociale et de la politisation parentale, il s'agira de considérer la distribution de la politisation entre les filières d'études au regard des intermédiaires de politisation au sein de celles-ci, puis une activation et une acquisition différentielles des dispositions à la politisation selon le contexte d'études.

DES SOCIALISATIONS PRIMAIRES QUI DEMEURENT PRÉGNANTES

Sonder l'effet du contexte d'études implique avant toute chose d'évaluer le rôle de l'origine sociale et de la politisation parentale sur le rapport à la politique des étudiants ; des variables effectivement clivantes.

La politisation des étudiants est tout d'abord la plus élevée pour les plus dotés en capital économique, mesurable ici par les revenus de leurs parents. Les croisements de variables, significatifs au seuil de 5 %

Tableau I. – Indicateurs de politisation des étudiants selon la profession du père (classement croissant sur la lecture du *Monde*)

Profession du père	Effectifs	Lecture du <i>Monde</i>	Intérêt politique
Non-réponses	45	22 % (10)	40 % (18)
Artisan/commerçant	89	26 % (23)	34 % (30)
Technicien	73	30 % (22)	30 % (22)
Profession intermédiaire public	52	31 % (16)	37 % (19)
Ouvrier	118	31 % (36)	23 % (27)
Employé	84	33 % (28)	36 % (30)
Profession libérale	64	34 % (22)	34 % (22)
Sans	70	34 % (24)	31 % (22)
Profession intermédiaire privé	71	35 % (25)	39 % (28)
Cadre supérieur privé	66	50 % (33)	38 % (25)
Cadre supérieur fonction publique	68	56 % (38)	53 % (36)
<i>Ensemble</i>	<i>800</i>	<i>35 % (279)</i>	<i>35 % (277)</i>
Valeur de p		0,026	0,001
V de Cramer		0,146	0,189

Lire : parmi les étudiants interrogés avec un père artisan/commerçant, 34 % s'intéressent à la politique (soit 30 individus sur 89).

avec le test d'indépendance du khi-deux, permettent de relever des différences probantes. 52 % des étudiants qui déclarent des revenus paternels mensuels supérieurs à 4 500 euros s'intéressent à la politique contre seulement 28 % pour des revenus entre 900 et 1 500 euros. 51 % de ceux avec des revenus paternels supérieurs à 4 500 euros consultent *Le Monde* contre 31 % pour la tranche située entre 900 et 1 500 euros. Ce faisant, aux plus hauts revenus déclarés des parents correspond généralement la participation politique des étudiants la plus élevée – et inversement. Deuxième type de variable : le capital culturel hérité. Plus les diplômés des parents sont élevés, plus les étudiants ont de chances de s'estimer politiquement compétents, de suivre l'actualité, de lire un quotidien, etc. Parmi les étudiants dont le père dispose d'un diplôme d'au moins cinq années supérieures au bac, 44 % se déclarent intéressés par la politique et 45 % consultent *Le Monde* contre respectivement 32 % et 29 % pour ceux dont le père a au mieux un CAP/BEP. De même, parmi les étudiants dont la mère a un diplôme supérieur à bac + 5, 69 % parcourent fréquemment *Le Monde* contre 27 % de ceux avec une mère dotée d'un CAP/BEP. Les croisements entre les indicateurs de politisation des étudiants et les catégories socioprofessionnelles de leurs parents confirment ces résultats (voir tableau I). Les étudiants dont au moins un des parents est cadre supérieur s'avèrent les plus intéressés par la politique : 53 % des étudiants qui classent leur père comme cadre supérieur de la fonction publique contre 30 % des fils et filles de techniciens, seulement 23 % d'ouvriers.

En étant les plus politisés, les étudiants issus des catégories sociales supérieures se distinguent de ceux des catégories les moins favorisées économiquement et culturellement. En dehors de ces deux

pôles, il convient toutefois de signaler une certaine proximité dans les réponses.

Effectuer l'analyse au seul prisme de la position sociale occulte d'autres éléments d'explication comme la famille. Cette dernière représente en effet un lieu d'inculcation de préceptes, d'échanges, de familiarisation avec des objets politiques, des pratiques politiques – à commencer par le vote et le suivi de l'actualité – des représentations, un vocabulaire et des connaissances sur l'espace politique. Confirmant les travaux sur la socialisation politique (Percheron, 1993), les pratiques de participation politique des étudiants se révèlent nettement corrélées à celles de leurs deux parents (voir tableau II). Près des trois quarts des étudiants qui s'intéressent à la politique et qui suivent l'actualité politique, ont un père qui participe également beaucoup. Deux tiers des étudiants à la politisation élevée ont un père intéressé par la politique.

Dans l'acquisition d'un intérêt voire d'un goût pour la politique par les étudiants, le rôle de la famille, et précisément des parents, est déterminant. L'enquête confirme le poids de la socialisation politique au sein de la famille par le suivi des discussions des adultes par les enfants, les questions posées aux parents sur les événements politiques et l'expression d'opinions des parents sur la vie politique (Percheron, 1993). Le rapport à la politique des étudiants demeure assez largement lié aux conditions de sa construction au sein de la famille. Ces résultats ne sont d'ailleurs pas nécessairement contradictoires avec le poids de la trajectoire sociale puisque les discussions politiques se distribuent différemment suivant la position sociale (Boy & Mayer, 1997). La politisation étant dépendante de la position sociale, l'éveil à la politique au sein de la famille a plus de chances d'être fréquent au sein des familles les plus dotées en capital culturel.

Tableau II. – Indicateurs de politisation de l'étudiant suivant le nombre de parents intéressés par la politique

Nombre de parents intéressés par la politique	Effectifs	Intérêt politique
Aucun parent intéressé	377	20,5 % (77)
Un parent intéressé	237	38,5 % (91)
Deux parents intéressés	153	64 % (98)
<i>Ensemble</i>	767	35 % (266)
Valeur de p		< 0,001
V de Cramer		0,2 610

Lire : parmi les étudiants interrogés dont les deux parents sont intéressés par la politique, 64 % le sont aussi (98 individus sur 153).

Cependant, une forte politisation des parents peut compenser une origine sociale peu élevée.

Les taux de corrélations de la politisation des étudiants sont systématiquement plus élevés pour les croisements avec les indicateurs de politisation parentale (V de Cramer le plus fréquemment supérieurs ou égaux à 0,20) qu'avec les professions, les diplômés et les revenus des parents (V quasiment toujours inférieurs à 0,15). S'agissant de l'intérêt politique, les V de Cramer sont de 0,209 et 0,2875 pour les croisements avec l'intérêt politique du père et de la mère, contre seulement 0,116 et 0,1315 pour les diplômés du père et de la mère. Les indicateurs de politisation sont toujours plus corrélés aux indicateurs de politisation parentale (intérêt politique des parents) qu'à ceux de la position sociale héritée (professions des parents, niveau de diplôme). Certes, 70 % des étudiants dont les deux parents sont politisés et diplômés du supérieur s'intéressent à la politique contre 17 % des étudiants dont les parents ne sont ni politisés ni diplômés du supérieur. C'est le cas de seulement 20 % des étudiants dont les parents sont non politisés et diplômés du supérieur, et à l'inverse de

63 % des étudiants dont les parents sont politisés sans être diplômés du supérieur. L'effet de la politisation héritée s'avère encore plus significatif auprès des étudiants dont les deux parents sont politisés et sans diplôme du supérieur, plus politisés que les étudiants dont deux parents se trouvent diplômés du supérieur mais un seul politisé (49 % à suivre l'actualité politique contre 34 %, et 63 % intéressés par la politique contre 41 %). Si l'origine sociale ne doit pas être négligée, la politisation parentale est la variable la plus significative. Pourtant, la prégnance des variables de l'héritage ne pourrait qu'inciter à douter de l'effet du contexte d'études sur la politisation.

DES INTERMÉDIAIRES DE POLITISATION AU SEIN DU CONTEXTE D'ÉTUDES

Les pratiques étudiantes diffèrent au sein de l'espace des études supérieures, que ce soit les lectures ou les loisirs (Grignon, 2000). Qu'en est-il de la politisation ? Les croisements des indicateurs de politisation avec la filière d'études sont particulièrement

Tableau III. – **Lecture de la presse selon la filière d'études**
(classement croissant sur la lecture du *Monde*)

Filière d'études	Effectifs	Lecture du <i>Monde</i>	Lecture d'un quotidien régional
Pharmacie	54	7 % (4)	65 % (35)
École d'ingénieur	36	8 % (3)	25 % (9)
IUT génie civil	33	9 % (3)	58 % (19)
Biologie	54	11 % (6)	59 % (32)
Staps	102	16 % (16)	78 % (80)
Mathématiques	71	17 % (12)	34 % (24)
IUT communication	30	20 % (6)	53 % (16)
Sociologie	105	33 % (35)	52 % (55)
Histoire	67	42 % (28)	55 % (37)
Économie	63	51 % (32)	32 % (20)
École de commerce	31	52 % (16)	29 % (9)
Droit	79	65 % (51)	28 % (22)
IEP	76	86 % (65)	8 % (6)
<i>Ensemble</i>	<i>801</i>	<i>35 % (277)</i>	<i>45 % (364)</i>
Valeur de p		< 0,001	< 0,001
V de Cramer		V = 0,514	V = 0,411

Lire : parmi les étudiants de sociologie interrogés (105), 33 % consultent régulièrement *Le Monde* (35).

significatifs, que ce soit d'après le test du khi-deux au seuil de 1 %, ou d'après les V de Cramer, pour la plupart supérieurs à 0,2, et même à 0,3 pour l'intérêt politique et la lecture de magazines d'actualité, à 0,45 pour la lecture du *Courrier international* ou du *Monde diplomatique*, à 0,5 pour celle du *Monde*. En fait, la distribution de la politisation selon la filière se rapproche de celle des pratiques de lecture (Lahire, 2002), en opposant étudiants en sciences humaines et sociales et étudiants en sciences et techniques.

Plus en détails : 78 % des élèves de l'IEP se disent intéressés par la politique, 56 % en droit, 46 % en économie, à peine 15 % en biologie et 17 % en école d'ingénieur. Seuls 16 % des élèves de l'IEP affirment peu ou pas du tout maîtriser les questions politiques, 30 % en droit ou en économie, 67 % en biologie et 72 % en école d'ingénieur. Puis, le suivi de l'actualité et des questions politiques est beaucoup plus fréquent à l'IEP (seuls 7 % suivent peu l'actualité politique), en économie, histoire et droit (environ 30 %), qu'en IUT génie civil, pharmacie et biologie (plus de deux tiers d'entre eux). Des variations également qualitatives (voir tableau III).

Une majorité d'étudiants à l'IEP, en droit, école de commerce et économie citent *Le Monde*, une infime minorité en pharmacie, école d'ingénieur, IUT génie civil et biologie. *A contrario*, ce sont les étudiants en STAPS qui lisent le plus souvent les quotidiens régionaux (78 %) – notamment pour le suivi des résultats des manifestations sportives régionales et départementales, d'autant plus lorsqu'ils concernent directement les étudiants –, suivis par ceux en pharmacie (65 %) et IUT génie civil (58 %), seulement 8 % pour ceux de l'IEP. Un lien avec la filière encore plus évident pour les lectures plus spécialisées : les étudiants en STAPS se caractérisent par leur lecture de *L'Équipe* et de magazines sportifs (*Tennis magazine*, *France football*), ceux en économie par des magazines relatifs au domaine économique (*Capital*, *Alternatives Économiques*), ceux en histoire par des magazines culturels (*Historia*, *National Geographic*), ceux en sociologie par *Sciences humaines*. Fréquemment en rapport avec les enseignements suivis et le projet professionnel, les lectures ne sont toutefois pas toujours spécifiques à une filière (par exemple 22 % des étudiants en école d'ingénieur et 18 % en IUT génie civil citent également des magazines sportifs).

Les écarts entre étudiants ne portent pas tant sur une absence de lecture que sur leur qualité (Lahire, 2002). Ceux des filières scientifiques et techniques ne s'avèrent effectivement pas être des non lecteurs, mais plutôt des non lecteurs de la presse d'actualité

la plus légitime. La distance avec l'actualité et la politique a certes été davantage perçue lors de la passation du questionnaire en sciences, lorsque certains (spécialement en mathématiques, école d'ingénieur et IUT génie civil) ont fait preuve de réactions « potaches », de dénégation ou d'indifférence (« ça ne m'intéresse pas ! », « la politique c'est nul ! »). Cependant, on ne peut pas pour autant parler d'étudiants en sciences apolitiques ou incompetents. En appréhendant la distance à la politique comme une distance à la culture politique légitime, le questionnaire tend à occulter les multiples rapports à la politique (Joignant, 2004) et les pratiques politiques invisibles. Si les étudiants en sciences citent moins souvent les pratiques politiques et les sujets les plus légitimes (lecture du *Monde*, intérêt pour les questions internationales, la politique intérieure ou l'économie), ils peuvent tout de même réagir sur certains objets (insécurité, légalisation du cannabis, dopage), d'autant plus lorsqu'ils les concernent directement. Par exemple, l'intérêt pour l'actualité des étudiants en STAPS apparaît relativement faible. En même temps, ils ont une propension à organiser des manifestations de rue et à y participer pour dénoncer la baisse du nombre de postes mis au concours du professorat de sport, et les modifications des statuts des professionnels du sport. Si les étudiants en sciences font état d'une politisation moins élevée, c'est aussi en raison des différences de motivation à s'y intéresser et d'exigence propre à leur formation en matière de réussite scolaire. Pour obtenir leur diplôme, l'intérêt à suivre l'actualité et la politique est moindre qu'en sciences humaines et sociales.

D'autant plus prégnante est la familiarisation avec la politique et l'actualité, qu'elle se situe au cœur des enseignements. À Sciences Po, la presse représente un véritable outil de travail (Eymeri, 2001, p. 72). Les fiches de conférences de méthodes et les exposés sont fréquemment réalisés à partir d'articles de journaux, alors que l'histoire du xx^e siècle « reste encore très événementielle et centrée sur la politique, pour laquelle ce sont les hommes (d'État) et les idées qui mènent le monde » (p. 73). Selon ce degré de familiarité et le type d'études, les sujets politiques préférés des étudiants se partagent entre « cognition chaude » et « cognition froide » (Joignant, 2004) : ceux relatifs à la mondialisation, à l'emploi ou aux entreprises sont par exemple quasiment exclusivement évoqués en sciences économiques, les thématiques sociales en sociologie et économie – où se tiennent des enseignements sur l'emploi et le chômage –, et les questions européennes et internationales à l'IEP, en droit et école de commerce – en rapport avec une ouver-

ture internationale. Et c'est au regard du rapport à l'actualité des études de sciences politiques et droit, notamment dans sa dimension internationale, que s'expliquent les très fortes dépendances évoquées entre la filière d'études et la lecture du *Monde* (qui concerne, on le rappelle, près de 86 % des étudiants de l'IEP interrogés, 65 % en droit), du *Courrier international* ou du *Monde diplomatique* (près de 60 % des étudiants de l'IEP et 30 % de ceux en droit).

En abordant – à des degrés divers – des objets politiques et en suscitant une proximité – plus ou moins grande – avec des phénomènes politiques, les étudiants des filières de sciences humaines et sociales accèdent également à une compétence technique. Les enseignements de sciences humaines et sociales offrent aux étudiants, à des degrés divers, de connaître le fonctionnement des institutions (droit constitutionnel, droit communautaire), les mécanismes de la prise de décision (politiques publiques) ou du champ politique (sociologie politique, communication politique, science administrative), ainsi que peu ou prou divers auteurs (économistes, philosophes), théories, faits historiques, et événements présents dans l'actualité. Leur accès favorise la compréhension et le décryptage de faits d'actualité, du contenu des débats présents dans l'espace public et des prises de position des acteurs du champ politique, et par extension un intérêt pour l'actualité. En ce sens, les exposés et les dossiers à réaliser sur des ouvrages et des articles relatifs à des thèmes débattus dans l'espace public, des débats de société (l'euthanasie, l'éthique, le voile islamique) ou des questions d'actualité (l'Afghanistan, l'Irak, le passage à l'euro, l'élargissement de l'Union européenne) représentent-ils de véritables vecteurs de politisation et d'acculturation avec des « choses politiques ».

La diffusion de normes s'effectue par ceux qui font fonctionner l'institution (Foucault, 1976). Par exemple dans les IEP, en droit, ou dans les préparations aux concours administratifs (École nationale d'administration, Instituts régionaux d'administration, École nationale de la magistrature), de nombreux enseignants encouragent le suivi régulier de l'actualité par la lecture quotidienne du *Monde* et de journaux étrangers. Les conseils des enseignants s'apparentent à des contraintes de rôle. La nécessité de suivre l'actualité s'impose alors comme une norme, et le suivi de l'actualité, la connaissance des problématiques débattues dans l'espace médiatique ou la maîtrise des schèmes d'interprétation, participent à la construction d'une compétence politique. De manière assez proche, les observations menées à Strasbourg

lors des mobilisations contre le Contrat première embauche au printemps 2006 laissent envisager des étudiants de sociologie beaucoup plus familiarisés avec le mouvement que dans d'autres filières, notamment du fait de la forte présence de leurs camarades de classe en son sein (Michon, 2008). Enseignants et groupe des pairs forment ainsi des intermédiaires culturels qui peuvent non seulement favoriser l'activation de dispositions favorables à la politisation, mais aussi participer à l'inculcation de schèmes de classification des catégories de jugement. Mettre en avant le rôle du contexte d'études impose néanmoins de préciser le poids explicatif des variables de l'héritage d'un point de vue statistique.

LE CONTEXTE D'ÉTUDES COMME LIEU D'ACTIVATION ET D'ACQUISITION DE DISPOSITIONS

Au regard de la première partie, la répartition de la politisation au sein de l'espace universitaire doit dépendre des caractéristiques socioculturelles et politiques héritées. Sans surprise, les étudiants ne présentent pas suivant leur cursus le même héritage politique. Les parents des étudiants en IEP, droit et IUT communication sont les plus politisés, au contraire de ceux en biologie, IUT génie civil et école d'ingénieur (voir tableau IV). Par exemple, seuls 13 % des pères et 29 % des mères des étudiants de l'IEP ne sont pas intéressés par la politique (respectivement 43 % et 66 % pour les parents des étudiants en biologie).

Le lien entre politisation parentale et orientation scolaire inciterait à relativiser l'action de la filière. L'étude des propriétés socioculturelles héritées invite à un constat assez proche (voir tableau V) : les filières plutôt politisées regroupent un peu plus les enfants de cadres supérieurs, et les moins politisées ceux d'ouvriers.

Les étudiants dont le père est cadre supérieur se retrouvent davantage en droit (41 % des pères y sont cadres supérieurs), sciences politiques (39 %) et économie (33 %) qu'en IUT génie civil (9 %) et biologie (13 %). Les filières plutôt politisées que représentent l'IEP, le droit, les écoles de commerce et l'économie, accueillent plus souvent les étudiants dont les parents sont les plus dotés en capital économique et en capital culturel hérité : 37 % des pères des étudiants de l'IEP ont des revenus mensuels supérieurs à 3 000 euros contre environ 10 % en biologie et école d'ingénieur (filières parmi les moins politisées) ; les pères diplômés du supérieur, majoritaires à l'IEP

Tableau IV. – **Intérêt politique du père suivant la filière d'études de l'étudiant**
(classement croissant sur la dernière colonne)

Filières d'études	Effectifs	Intérêt politique du père		
		Peu/pas du tout	Moyen	Assez/beaucoup
École d'ingénieur	36	43 %	28 %	29 %
Pharmacie	54	34 %	68 %	34 %
IUT génie civil	33	41 %	25 %	34 %
Biologie	54	43 %	21 %	36 %
STAPS	102	30 %	28 %	42 %
Mathématiques	71	31 %	26 %	43 %
Sociologie	105	31 %	25 %	44 %
Histoire	67	16 %	32 %	52 %
Économie	63	26 %	22 %	52 %
Droit	79	20 %	22 %	58 %
IUT communication	30	24 %	17 %	59 %
IEP	76	13 %	26 %	61 %
École de commerce	31	10 %	27 %	63 %
<i>Ensemble</i>	<i>801</i>	<i>27 %</i>	<i>26 %</i>	<i>47 %</i>
Valeur de p		< 0,001		
V de Cramer		V = 0,173		

Lire : parmi les étudiants de sociologie interrogés, 44 % ont un père intéressé par la politique.

Tableau V. – **Niveau de diplôme des parents suivant la filière d'études de l'étudiant**
(classement croissant sur l'indicateur de diplôme du père)

Filières d'études	Effectifs	Père avec un diplôme du supérieur	Mère avec un diplôme du supérieur	Père cadre supérieur	Mère cadre supérieur
Biologie	54	20 % (11)	24 % (13)	13 % (7)	7 % (4)
Histoire	67	24 % (16)	33 % (22)	15 % (10)	7 % (5)
École d'ingénieur	36	28 % (10)	25 % (9)	17 % (6)	11 % (4)
Sociologie	105	30 % (31)	26 % (27)	19 % (20)	6 % (5)
IUT communication	30	30 % (9)	40 % (12)	17 % (5)	7 % (2)
Pharmacie	54	35 % (19)	31 % (17)	22 % (12)	9 % (5)
IUT génie civil	33	36 % (12)	21 % (8)	9 % (3)	6 % (3)
STAPS	102	36 % (37)	34 % (35)	20 % (20)	13 % (13)
Droit	79	41 % (32)	39 % (31)	41 % (32)	24 % (19)
Mathématiques	71	45 % (32)	39 % (28)	34 % (24)	18 % (13)
Économie	63	51 % (32)	38 % (24)	33 % (21)	13 % (9)
École de commerce	31	58 % (18)	45 % (14)	26 % (8)	13 % (4)
IEP	76	58 % (44)	62 % (47)	39 % (30)	28 % (23)
<i>Ensemble</i>	<i>801</i>	<i>38 % (303)</i>	<i>36 % (287)</i>	<i>25 % (198)</i>	<i>14 % (109)</i>
Valeur de p		< 0,001	< 0,001	< 0,001	< 0,001
V de Cramer		0,182	0,168	0,1699	0,17

Lire : parmi les étudiants de sociologie interrogés, 30 % ont un père diplômé du supérieur.

(58 %), en école de commerce (58 %) et économie (51 %), sont nettement moins nombreux en biologie (20 %) et école d'ingénieur (28 %). En conséquence, les écarts de politisation entre les filières d'études ne feraient que refléter des disparités d'héritage tant d'un point de vue social que politique suivant le type d'études.

Cependant, la distribution de la politisation selon la filière n'est pas seulement expliquée par la répartition des caractéristiques politiques et socioculturelles héritées. Premièrement, l'examen des données statistiques de manière plus précise et moins généralisante (Passeron, 1991) met en évidence les limites d'une explication par les seules propriétés politiques parentales. En détaillant les résultats statistiques obtenus, la proportion de pères des étudiants en sciences politiques intéressés par la politique (61 %) est sensiblement équivalente à celles des pères des étudiants en école de commerce et IUT communication (respectivement 63 % et 59 %). Cette relative homogénéité de la politisation parentale entre ces trois filières ne transparait pourtant pas auprès des étudiants. Les élèves de l'IEP étant deux fois plus intéressés que ceux en IUT communication ou en école de commerce (respectivement 78 %, 37 % et 32 %). De même, si on centre l'analyse sur les étudiants dont au moins un parent est politisé. Parmi les étudiants dont au moins un parent est intéressé par la politique, 84 % s'intéressent à la politique à l'IEP, 65 % en droit, 56 % en économie, et seulement 20 % en mathématiques, 13 % en école d'ingénieur. S'il ne s'agit pas de « fétichiser » telle ou telle technique statistique, pas plus que les variables et les indicateurs utilisés, des points

de vue différents permettent néanmoins de mettre en exergue le poids du contexte d'études.

Avec un raisonnement assez proche, la prégnance de la matrice disciplinaire sur les propriétés socio-culturelles héritées peut aussi être discutée. Il s'agit de détailler la distribution des indicateurs de professions des parents, de capital économique et de capital culturel hérité, puis de se focaliser sur les étudiants issus des catégories supérieures. Les enfants de cadres supérieurs étudient certes plus fréquemment en IEP et droit qu'en IUT génie civil et biologie. Cependant, leur proportion n'est pas négligeable en mathématiques (34 %) – filière pourtant peu politisée –, et d'un autre côté peu élevée en histoire, sociologie et IUT communication (19 % en sociologie, 17 % en IUT communication, 15 % en histoire) – filières plutôt politisées. Ces dernières accueillent en effet des étudiants parmi les moins dotés en ressources économiques et culturelles : presque un étudiant sur deux perçoit une allocation d'études en sociologie et en IUT communication (contre moins de 30 % sur l'ensemble de l'échantillon), et seuls un tiers de ceux en sociologie et en histoire ont un père diplômé du supérieur (contre 51 % sur l'ensemble de l'échantillon). Un deuxième type d'analyse consiste à considérer les seuls étudiants issus des catégories supérieures de l'espace social. En se plaçant sous l'hypothèse de l'absence d'un effet filière, le contrôle des variables du niveau de diplôme des parents – sans avoir la prétention d'y parvenir totalement – ne devrait pas modifier significativement les résultats selon la filière. Pourtant, là aussi, les variations entre les filières se maintiennent (voir tableau VI).

Tableau VI. – Répartition d'indicateurs de politisation des étudiants suivant la filière pour ceux dont le père détient un diplôme du supérieur (Classement croissant sur la lecture du *Monde*)

Filière d'études	Effectifs	Lecture du <i>Monde</i>	Suivi de l'actualité politique	Intérêt politique
Mathématiques	32	22 % (7)	16 % (5)	16 % (5)
Sociologie	31	23 % (7)	26 % (8)	39 % (12)
STAPS	37	24 % (9)	27 % (10)	22 % (8)
Économie	32	53 % (17)	53 % (17)	50 % (16)
Droit	32	69 % (22)	47 % (15)	66 % (21)
IEP	44	89 % (39)	66 % (29)	77 % (34)
Valeur de p		< 0,001	< 0,001	< 0,001

Lire : 39 % des étudiants de sociologie dont le père détient un diplôme du supérieur s'intéressent à la politique contre 22 % de ceux en STAPS.

Au-sein du sous-groupe des étudiants dont le père est diplômé du supérieur, 77 % s'intéressent à la politique à l'IEP contre 66 % en droit, 50 % en économie, 39 % en sociologie et seulement 22 % en STAPS, 16 % en mathématiques. La lecture du *Monde* consacre des écarts encore plus importants : 89 % le citent à l'IEP, 69 % en droit, 53 % en économie, seulement 24 % en STAPS, 22 % en mathématiques. Parmi le sous-groupe des plus dotés en capital culturel hérité, ceux en sciences politiques restent les plus intéressés devant ceux en droit et en économie. À l'opposé se situent ceux en STAPS et surtout en mathématiques qui, bien qu'issus des catégories supérieures de l'espace social, ne sont quasiment jamais politisés. Par conséquent, il convient de ne pas négliger l'action du contexte d'études ; les filières de sciences humaines et sociales représentant des lieux d'acquisition et d'activation de dispositions politiques – avec des nuances entre elles –, celles de sciences et techniques plutôt des lieux de mise en veille. Signalons également l'absence d'homologie totale entre l'espace social et l'espace scolaire. Car, si la politisation augmente comme la position dans la hiérarchie sociale (Gaxie, 1978), au sein de l'espace scolaire, la politisation est plus élevée en sociologie qu'en école d'ingénieur, mathématiques et pharmacie, filières pourtant plus prestigieuses.

CONCLUSION

L'enquête réalisée confirme que le rapport à la politique des étudiants demeure assez largement lié aux conditions de sa structuration au sein de la famille. Pourtant, l'explication ne doit pas occulter l'action du contexte d'études. La politisation des étudiants est plus élevée en sciences humaines et sociales – par-

ticulièrement à l'IEP et en droit – qu'en sciences et techniques. Certes, les prédispositions des étudiants sont des facteurs explicatifs de cette répartition. Les étudiants semblent globalement un peu plus prédisposés en sciences humaines et sociales, en raison de leur capital culturel hérité mais surtout de la politisation plus élevée de leurs parents. Néanmoins, les variables de l'héritage n'expliquent pas l'ensemble des écarts entre les filières. Dès lors, c'est la thèse de l'activation, de la mise en veille et de l'acquisition de dispositions suivant le contexte d'études qui a été retenue. Les filières de sciences humaines et sociales participent davantage à l'activation et à l'acquisition de dispositions à la politisation. L'étude de la politique ne doit pas se focaliser sur les seules socialisations primaires, mais prendre aussi en compte les effets des contextes d'action.

La politisation des étudiants constitue ainsi une entrée heuristique pour étendre la connaissance des processus de socialisation politique et des liens entre socialisations primaires et étudiantes. Contrairement au constat pessimiste d'un univers désocialisateur, le contexte d'études, par l'intermédiaire des enseignements, des enseignants et du groupe des pairs est socialisateur. De la sorte, il participe de manière indirecte au processus d'autonomisation des étudiants par rapport à leurs parents. Variable d'une filière à l'autre, la politisation est plus ou moins une dimension du métier d'étudiant. Partant, les résultats obtenus sur la plus ou moins prégnance de la politisation amènent à évoquer plus largement non pas un métier d'étudiant, mais des métiers étudiants. En dépendant des variations observables dans l'espace des études supérieures, le métier d'étudiant n'a effectivement pas la même signification suivant le type d'études.

Sébastien Michon
sebastien.michon@misha.fr
GSPE-PRISME, IEP, Strasbourg

BIBLIOGRAPHIE

- BERGER P. & LUCKMANN T. (1986). *La construction sociale de la réalité*. Paris : Méridiens Klincksieck.
- BLÖSS T. & ERLICH V. (2000). « Les nouveaux « acteurs » de la sélection universitaire : les bacheliers technologiques en question ». *Revue française de sociologie*, vol. XLI, n° 4, p. 747-775.
- BOURDIEU P. (1980). *Questions de sociologie*. Paris : Minit.
- BOY D. & MAYER N. (1997). *L'électeur a ses raisons*. Paris : Presses de Sciences Po.
- CICCHELLI V. (2001). *La construction de l'autonomie. Parents et jeunes adultes face aux études*. Paris : PUF.
- EYMERI J.-M. (2001). *La fabrique des énarques*. Paris : Economica.
- FOUCAULT M. (1976). *Histoire de la sexualité 1. La volonté de savoir*. Paris : Gallimard.
- GAXIE D. (1978). *Le cens caché*. Paris : Seuil.
- GAXIE D. (2002). « Appréhender le politique à l'aune des expériences sociales ». *Revue française de science politique*, vol. LII, n° 2-3, p. 145-178.

- GRIGNON C. (dir.) (2000). *Les conditions de vie des étudiants, enquête OVE*. Paris : PUF.
- GRIGNON C. & GRUEL L. (2002). « L'étudiant moyen n'existe pas ». *Informations sociales*, n° 99, p. 4-13.
- IHL O. (2002). « Socialisation et événements politiques ». *Revue française de science politique*, vol. LII, n° 2-3, p. 125-144.
- JOIGNANT A. (1997). « La socialisation politique : stratégies d'analyse, enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche ». *Revue française de science politique*, vol. XLVII, n° 5, p. 535-559.
- JOIGNANT A. (2004). « Pour une sociologie cognitive de la compétence politique ». *Politix*, n° 65, p. 149-173.
- LAGROYE J. (1993). *Sociologie politique*. Paris : Presses de Sciences Po, Dalloz.
- LAHIRE B. (1998). *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Paris : Nathan.
- LAHIRE B. (2002). « Formes de la lecture étudiante et catégories scolaires de l'entendement lectoral ». *Sociétés Contemporaines*, n° 48, p. 87-107.
- LE BART C. & MERLE P. (1997). *La citoyenneté étudiante, intégration, participation, mobilisation*. Paris : PUF.
- LE GALÈS P. (1995). « Les étudiants, la politique et la société ». In O. Galland, *Le monde des étudiants*. Paris : PUF, p. 127-163.
- MICHON S. (2006). *Études et politique : les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique*. Thèse de sociologie. Strasbourg : université Marc Bloch.
- MICHON S. (2008). « Les étudiants et le Contrat première embauche ». *Agora Débats/Jeunesses*, à paraître.
- MILLET M. (2003). *Les étudiants et le travail universitaire*. Lyon : PUL.
- MUXEL A. (2001). *L'expérience politique des jeunes*. Paris : Presses de Sciences Po.
- PASSERON J.-C. (1991). *Le Raisonnement sociologique. L'espace non popérien du raisonnement naturel*. Paris : Nathan.
- PERCHERON A. (1985). « La socialisation politique, défense et illustration ». In M. Grawitz & J. Leca. *Traité de science politique*, tome III. Paris : PUF, p. 166-235.
- PERCHERON A. (1993). *Socialisation politique*. Paris : Armand Colin.
- PUDAL B. (1989). *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques.
- TOURNIER V. (1997). « École publique, école privée, le cli-vage oublié. Le rôle des facteurs politiques et religieux dans le choix de l'école et les effets du contexte scolaire sur la socialisation politique des lycéens français ». *Revue française de science politique*, vol. XLVII, n° 5, p. 560-588.

ANNEXE

Figure 1 : Questionnaire (Enquête 2001/2002)

1. En quelle filière et en quelle année étudiez-vous actuellement ?
2. Êtes-vous inscrit sur les listes électorales ?
1 oui 2 non
3. Avez-vous voté aux municipales en 2001 ?
1 oui 2 non, car non inscrit
3 non, pour d'autres raisons
4. Votez-vous pour les élections étudiantes ?
1 oui 2 non
5. Regardez-vous des émissions politiques (*France Europe express, Mots croisés, Le vrai journal, etc.*) ?
1 jamais 2 rarement 3 quelquefois
4 souvent 5 très souvent
6. Vous arrive-t-il de passer toute une journée sans suivre l'actualité politique ?
1 jamais 2 rarement 3 quelquefois
4 souvent 5 très souvent

7. Êtes-vous plus sensibilisé par la politique lorsqu'il va y avoir des élections ?
1 oui 2 non
8. Précisez à quand remonte la dernière manifestation à laquelle vous avez participé ?
1 derniers jours 2 dernières semaines
3 l'année écoulée 4 au-delà 5 jamais
9. Avez-vous déjà assisté à un meeting politique ? 1 oui 2 non
10. Êtes-vous intéressé par la politique ?
1 pas du tout 2 un peu
3 moyennement 4 assez
5 beaucoup
11. Adhérez-vous ou avez-vous adhéré à :

	Non	Oui	Si oui, lequel ou laquelle
une association			
un syndicat étudiant			
un parti politique			

36. Jouez-vous d'un instrument de musique ?
1 non 2 oui, lequel :
37. Combien de livres lisez-vous par an ?
38. Précisez à quand remonte le dernier livre lu ?
1 derniers jours 2 dernières semaines
3 derniers mois 4 au-delà
39. Pratiquez-vous régulièrement une activité physique et sportive ?
1 non 2 oui, laquelle ?
40. Allez-vous au théâtre ou à l'opéra ?
1 jamais 2 rarement
3 quelquefois 4 souvent
5 très souvent
41. Allez-vous à des spectacles sportifs ?
1 jamais 2 rarement
3 quelquefois 4 souvent
5 très souvent
42. Avez-vous pour habitude de prendre la parole en public ?
1 jamais 2 rarement
3 quelquefois 4 souvent
5 très souvent
43. Quel est votre type de logement ?
1 chez vos parents 2 cité U
3 appartement 4 autre :
44. Exercez-vous une activité rémunérée ?
1 non
2 pendant les vacances
3 occasionnellement
4 régulièrement durant l'année
45. Etes-vous boursier ? 1 oui 2 non
46. Quel bac avez-vous obtenu ?
47. Avez-vous eu une mention au bac ?
1 non 2 oui : laquelle ?
48. Sexe : 1 masculin 2 féminin
49. Année de naissance ?
50. Pratiquez-vous régulièrement une religion ?
1 non 2 oui : laquelle ?
51. Indiquez très précisément la profession actuelle de votre père :
52. Indiquez le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu :
53. Indiquez très précisément la profession actuelle de votre mère :
54. Indiquez le diplôme le plus élevé qu'elle a obtenu :
55. Vos parents habitent-ils une commune ?
1 de moins de 2 000 habitants
2 de 2 000 à 10 000 habitants
3 de 10 000 à 40 000 habitants
4 de 40 000 à 100 000 habitants
5 de plus de 100 000 habitants
56. Quelle est la nationalité de votre père ?
.....
de votre mère ?
57. De combien de logements vos parents sont-ils propriétaires ?
1 aucun 2 un
3 deux 4 trois et plus
58. Dans quelle tranche situez-vous les revenus mensuels totaux de votre père ?
1 < 6 000 francs
2 6 000-10 000 francs
3 10 000-15 000 francs
4 15 000-20 000 francs
5 20 000-30 000 francs
6 30 000-40 000 francs
7 40 000-50 000 francs
8 > 50 000 francs
59. Dans quelle tranche situez-vous les revenus mensuels totaux de votre mère ?
1 < 6 000 francs
2 6 000-10 000 francs
3 10 000-15 000 francs
4 15 000-20 000 francs
5 20 000-30 000 francs
6 30 000-40 000 francs
7 40 000-50 000 francs
8 > 50 000 francs
60. Indiquez très précisément la dernière profession de votre grand-père paternel :
61. Quel a été le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu ?
62. Indiquez très précisément la dernière profession de votre grand-père maternel :
63. Quel a été le diplôme le plus élevé qu'il a obtenu ?